

## LE DIALOGUE SOCIAL VU D'EN HAUT (CHERCHEZ PAS Y'EN A PAS)

**MALGRE LEURS DIRES : ILS NE PROPOSENT PAS , ILS IMPOSENT  
MALGRE LEURS DIRES : ILS NE FUSIONNENT PAS , ILS SUPPRIMENT  
MEPRIS DES AGENTS, MEPRIS DU PUBLIC, MEPRIS + MEPRIS = MEPRIS !!!**

Tandis que la colère gronde dans tous les secteurs publics, le Président de la République Emmanuel Macron et son gouvernement ne semblent pas vouloir négocier sur les réformes des statuts mis à mal en ce printemps 2018. La légitimité des organisations syndicales serait-elle remise en cause alors que le droit syndical est reconnu légalement depuis le 21 mars 1884 ?

À la Direction Départementale des Finances Publiques du Puy de Dôme, la CGT dénonce le mépris du dialogue social de notre Directeur. En effet, alors que des restructurations – pour ne pas parler de fermetures de services – devaient être abordées lors des CHSCT et CTL du 12 et 18 juin prochains, le Directeur a jugé utile d’avertir l’ensemble des agents sur le site Intranet local le 1<sup>er</sup> juin avant même la tenue des INSTANCES prévues à cet effet. Quel manque de considération envers les Organisations Syndicales qui auraient dues être consultées en premier lieu !

Certes, le vote des Organisations Syndicales n’est jamais pris en compte lors de ces instances car elles n’ont qu’un rôle consultatif. En cas d’avis défavorable unanime, l’administration est tenue de réexaminer le dossier, mais n’est juridiquement pas tenue de renoncer à son texte. Elle peut éventuellement représenter le même texte à la prochaine réunion et passer outre un nouveau vote défavorable, même unanime.

Mais de la à annoncer le résultat des restructurations avant même le vote, la pilule a du mal à passer !

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, notre Directeur annonce donc la fusion des trésoreries de Jumeaux et Saint-Germain-Lembron avec celle d'Issoire, la fusion de la trésorerie de Combronde avec celle de Manzat, la fusion de la trésorerie de Courpière avec celle de Thiers, la fusion de la trésorerie de Saint-Gervais-d'Auvergne avec celle de Montaigut. Physiquement, cela correspond donc à la fermeture de 5 trésoreries. Il se justifie ainsi : « Je tiens à souligner qu’il ne s’agit pas, par ces opérations, de se retirer des zones rurales, ni d’altérer le lien de proximité entre nos services, les partenaires et/ou usagers mais de trouver de nouvelles modalités d’assistance, de soutien et de proximité notamment au travers d’accueils différenciés, de permanences ponctuelles dans les mairies et ou Maisons de Services au Public. »

Cependant la fermeture de ces services de proximité conduira inévitablement à l'accroissement de la désertification des zones rurales que notre gouvernement ne semble pas considérer comme digne d'intérêt. C'est le contribuable, le régisseur de la piscine, le maire qui vont devoir se déplacer pour remplir leurs obligations ou chercher un renseignement. Car si l'argument de la dématérialisation et du tout numérique est prôné par nos gouvernants la réalité est tout autre.

La fusion des Services des Impôts des Particuliers continue de s’accélérer à Clermont-Ferrand qui ne comptera plus que deux services au lieu de quatre actuellement. Là encore le temps d'attente s'allongera puisque fusion = suppression d'emplois.

La CGT est très inquiète pour l'avenir de notre administration. Les nombreuses suppressions d'emplois, les départs en retraite et le durcissement des conditions de travail des agents des finances publiques, tendent à une détérioration du service public.